

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1972 Nr. 34

A. TITEL

*Algemeen Verdrag inzake sociale zekerheid tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Marokko;
Rabat, 14 februari 1972*

B. TEKST

Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume du Maroc

Le Royaume des Pays-Bas

et

le Royaume du Maroc,

Animés du désir de régler les rapports en matière de sécurité sociale entre les deux Etats,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

Dispositions générales

Article I

1. La présente Convention s'applique

a) aux Pays-Bas: aux législations concernant

l'assurance maladie (prestations en espèces et en nature en cas de maladie et de maternité);

l'assurance incapacité de travail (assurance invalidité);

l'assurance vieillesse;

l'assurance des veuves et des orphelins;

l'assurance chômage;

les allocations familiales.

b) au Maroc:

à la législation sur le régime de sécurité sociale;
à la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;
aux dispositions législatives, réglementaires ou statutaires agréées par l'autorité publique relatives à des régimes particuliers de sécurité sociale en tant qu'elles couvrent des salariés ou assimilés et qu'elles concernent des risques et prestations courants de la législation sur les régimes de sécurité sociale.

2. La présente Convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe premier du présent article.

Toutefois elle ne s'appliquera:

- a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que si un arrangement intervient à cet effet entre les parties contractantes;
- b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas à cet égard opposition de la partie qui modifie sa législation, notifiée au gouvernement de l'autre partie, dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits textes.

Article 2

1. Les dispositions de la présente Convention sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés qui sont ou ont été soumis à la législation de l'une des parties contractantes et qui sont des ressortissants de l'une des parties, ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs survivants.

2. Les dispositions de la présente Convention ne sont applicables ni aux agents diplomatiques et consulaires de carrière, ni aux fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries.

3. L'application des dispositions de la présente Convention aux gens de mer est subordonnée à la conclusion d'un accord particulier.

Article 3

A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention les ressortissants de l'une des parties contractantes auxquelles cette Convention est applicable, sont soumis aux obligations et sont admis au bénéfice des législations de l'autre partie dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette partie.

Article 4

En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un travailleur salarié ou assimilé a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux parties contractantes, les périodes d'emploi ou d'assurance accomplies en vertu de la législation de chacune des parties contractantes ainsi que les périodes reconnues équivalentes sont totalisées, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 5

1. Les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse, ou de survivants, les rentes d'accident du travail ou de maladie professionnelle et les allocations au décès acquises au titre de la législation de l'une des parties contractantes ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire de la partie contractante autre que celui où se trouve l'institution débitrice.

2. Les prestations de l'assurance sociale de l'une des parties contractantes, visées au paragraphe 1, sont payées aux ressortissants de l'autre partie contractante résidant sur le territoire d'un Etat tiers, dans les mêmes conditions et dans la même mesure que s'il s'agissait de ressortissants de la première partie résidant sur le territoire de cet Etat tiers.

TITRE II

Dispositions déterminant la législation applicable

Article 6

1. Sous réserve des dispositions des articles 7 à 9, les travailleurs salariés ou assimilés occupés sur le territoire de l'une des parties contractantes sont soumis à la législation de cette partie, même s'ils résident habituellement sur le territoire de l'autre partie ou si leur employeur ou l'entreprise qui les occupe a son domicile ou son siège sur le territoire de l'autre partie.

2. Les travailleurs salariés ou assimilés qui sont occupés à bord d'un navire ou d'un aéronef au service d'une entreprise qui a son siège sur le territoire de l'une des parties contractantes sont soumis à la législation de cette partie, même s'ils résident habituellement sur le territoire de l'autre partie.

Article 7

Les règles énoncées à l'article précédent comportent les exceptions suivantes:

- a) les travailleurs salariés ou assimilés, occupés dans un pays autre que celui de leur résidence habituelle par une entreprise

ayant dans le pays de cette résidence un établissement dont les intéressés relèvent normalement, demeurent soumis aux législations en vigueur dans le pays de leur lieu de travail habituel, pour autant que leur occupation sur le territoire du deuxième pays ne se prolonge pas au delà de douze mois; dans le cas où cette occupation, se prolongeant pour des motifs imprévisibles au delà de la durée primitivement prévue, excéderait douze mois, l'application des législations en vigueur dans le pays du lieu de travail habituel pourra exceptionnellement être reconduite pour une durée de douze mois au maximum, avec l'accord de l'autorité compétente du pays du lieu de travail temporaire;

- b) les travailleurs salariés ou assimilés des transports internationaux occupés en qualité de personnel ambulancier au service d'une entreprise ayant son siège sur le territoire de l'une des parties contractantes sont soumis à la législation de la partie contractante sur le territoire de laquelle l'entreprise a son siège; toutefois, s'ils sont occupés par une succursale ou une représentation permanente que ladite entreprise possède sur le territoire de l'autre partie, ils sont soumis à la législation de cette dernière partie.

Article 8

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 2, les dispositions de l'article 6 sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés occupés dans les postes diplomatiques ou consulaires des parties contractantes ou qui sont au service personnel d'agents de ces postes.

2. Toutefois, les travailleurs visés au paragraphe premier du présent article qui sont des ressortissants de la partie contractante représentée par la mission diplomatique ou le poste consulaire en question peuvent opter, dans un délai de six mois après le commencement de leur emploi ou de l'entrée en vigueur de la présente Convention, pour l'application de la législation de l'Etat représenté. L'option n'a pas un effet rétroactif; elle ne peut être exercée qu'une seule fois.

Article 9

Les autorités compétentes des parties contractantes peuvent prévoir, d'un commun accord, pour certains travailleurs ou groupes de travailleurs des exceptions aux dispositions des articles 6 à 8 de la présente Convention, quant à la législation applicable.

TITRE III

Dispositions particulières

CHAPITRE 1

Maladie et maternité

Article 10

1. Le travailleur salarié ou assimilé ayant accompli des périodes d'assurance au titre de la législation de l'une des parties contractantes et qui se rend sur le territoire de l'autre partie a droit, pour lui même et les membres de sa famille qui se trouvent sur ledit territoire, aux prestations de l'assurance maladie-maternité, prévues par la législation de la seconde partie pour autant qu'il remplit les conditions requises par la législation de cette partie, compte tenu de la totalisation des périodes visées à l'article 4 de la présente Convention.

2. Si, dans le cas visé au paragraphe précédent, le travailleur salarié ou assimilé ne remplit pas les conditions prévues à ce paragraphe et lorsque ce travailleur a encore droit à prestations en vertu de la législation de la partie contractante sur le territoire de laquelle il était assuré immédiatement avant, ou qu'il aurait ce droit s'il se trouvait sur ledit territoire, il bénéficie des prestations en espèces dans le pays où il s'est rendu. Ces prestations sont à la charge de l'institution de la partie visée ci-dessus conformément aux dispositions de la législation de celle-ci.

Article 11

1. Un travailleur salarié ou assimilé affilié à une institution de l'une des parties contractantes et résidant sur le territoire de ladite partie bénéficie des prestations lors d'un séjour temporaire sur le territoire de l'autre partie contractante, lorsque son état vient à nécessiter immédiatement des soins médicaux, y compris l'hospitalisation.

2. Bénéficient également de cette disposition les membres de la famille du travailleur qui l'accompagnent lors d'un tel séjour.

Article 12

Un travailleur salarié ou assimilé, admis au bénéfice des prestations à la charge d'une institution de l'une des parties contractantes, qui réside sur le territoire de ladite partie conserve ce bénéfice, lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre partie contractante. Toutefois, avant le transfert, le travailleur doit obtenir l'autorisation de l'institution compétente, laquelle ne peut la refuser que sur avis d'un médecin de cette institution, constatant que le déplacement de l'intéressé est de nature à compromettre son état de santé ou l'application d'un traitement médical.

Article 13

Les prestations en espèces sont, dans les cas prévus aux articles 11 et 12 servies conformément à la législation du pays compétent.

Article 14

1. Les prestations en nature servies en vertu des dispositions des articles 11 et 12 de la présente Convention font l'objet d'un remboursement de la part des institutions compétentes.

2. Les remboursements sont déterminés et effectués selon les modalités à fixer par un arrangement administratif.

Article 15

1. Les membres de la famille d'un travailleur salarié ou assimilé qui est affilié à une institution de l'une des parties contractantes, bénéficient des prestations en nature lorsqu'ils résident sur le territoire de l'autre partie contractante.

2. L'ouverture du droit auxdites prestations, les membres de la famille, ainsi que la durée, l'étendue et les modalités du service des prestations, le taux et les modalités de remboursement ainsi que la date de mise en application des dispositions du présent article seront déterminées par un arrangement administratif.

CHAPITRE 2

Invalidité

Article 16

1. Les prestations en espèces sont liquidées, conformément aux dispositions de la législation qui était applicable à l'intéressé au moment où est survenue l'incapacité de travail suivie d'invalidité et sont supportées par l'institution compétente aux termes de cette législation.

2. S'il résulte de l'application du paragraphe précédent que les prestations sont dues par la législation marocaine, les périodes d'assurance accomplies préalablement sous la législation néerlandaise sont considérées comme des périodes d'assurance marocaine, pour la détermination du montant des prestations.

Article 17

Si, compte tenu de la totalisation des périodes d'assurance visée à l'article 4 de la présente Convention l'intéressé ne satisfait pas aux conditions pour l'octroi d'une prestation en espèces d'invalidité de la législation qui lui est applicable au moment où est survenue l'incapacité

de travail suivie d'invalidité et lorsqu'il a encore droit à prestations en vertu de la législation de la partie contractante sur le territoire de laquelle il était assuré immédiatement avant, ou qu'il aurait ce droit s'il se trouvait sur ledit territoire, il bénéficie de ces prestations dans le pays où il s'est rendu. Ces prestations sont à la charge de l'institution de la partie visée ci-dessus conformément aux dispositions de la législation de celle-ci.

Article 18

1. Si, après suspension de la pension ou de la prestation d'invalidité, l'assuré recouvre son droit, le service des prestations est repris par l'organisme débiteur de la pension ou de la prestation primitivement accordée lorsque l'état d'invalidité est imputable à la maladie ayant motivé l'attribution de cette pension ou prestation.

2. Si, après suppression de la pension ou de la prestation d'invalidité, l'état de l'assuré justifie l'octroi d'une nouvelle pension ou prestation, cette dernière pension ou prestation est liquidée suivant les règles fixées à l'article 16.

CHAPITRE 3

Vieillesse et décès

Article 19

Les prestations auxquelles un assuré qui a été soumis à la législation des deux parties contractantes peut prétendre en vertu de la législation marocaine sont liquidées de la manière suivante:

- a) L'institution marocaine détermine, d'après sa propre législation, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit aux prestations prévues par cette législation, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article 4 de la présente Convention.
- b) Si le droit est acquis en vertu de l'alinéa précédent, ladite institution détermine, pour ordre, le montant de la prestation à laquelle l'intéressé aurait droit si toutes les périodes d'assurance, totalisées suivant les modalités visées à l'article 4 de la présente Convention, avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation; sur la base dudit montant, l'institution fixe le montant dû au prorata de la durée des périodes accomplies sous ladite législation avant la réalisation du risque par rapport à la durée totale des périodes d'assurance accomplies ou reconnues équivalentes en vertu des législations des parties contractantes; ce montant constitue la prestation due à l'intéressé par l'institution marocaine.

Article 20

Les institutions néerlandaises calculent les pensions de vieillesse directement et exclusivement en fonction des périodes d'assurance accomplies en vertu de leur propre législation.

Article 21

1. Pour le calcul de la pension de vieillesse due en vertu de la législation néerlandaise à un assuré, les périodes de résidence accomplies au Maroc par son épouse avant l'âge de 65 ans et pendant leur mariage sont considérées comme périodes d'assurance, pour autant qu'elles coïncident avec les périodes d'assurance effectuées par l'assuré sous la législation néerlandaise.

2. Les périodes de résidence visées au paragraphe précédent ne peuvent être prises en compte si elles coïncident avec les périodes d'assurance obligatoire accomplies par l'épouse sous la législation marocaine et qui ouvrent droit à une pension de vieillesse ou coïncident avec des périodes pendant lesquelles elle bénéficie d'une telle pension.

Article 22

1. Lorsqu'au moment de son décès un travailleur auquel s'applique la présente Convention est assuré en vertu de la législation marocaine et qu'il a accompli des périodes d'assurance sous la législation néerlandaise concernant les prestations de survivants, sa veuve a droit à une pension au titre de cette dernière législation.

2. Le montant de la pension, visée au paragraphe précédent, est calculé sur la base du rapport existant entre la durée d'assurance effective individuelle du défunt sous la législation néerlandaise concernant les prestations de survivants et la durée d'assurance maximale possible sous cette législation pour le même assuré.

Article 23

La pension de veuve est éventuellement répartie entre les bénéficiaires dans les conditions prévues par le statut personnel de l'assuré. Les modalités d'application du présent article seront fixées par un arrangement administratif.

CHAPITRE 4

Accidents du travail et maladies professionnelles

Article 24

Le travailleur admis au bénéfice des prestations en nature doit, avant de transférer sa résidence, obtenir l'autorisation de l'institution débitrice desdites prestations. Cette institution ne peut refuser

l'autorisation que si le déplacement de l'intéressé est de nature à compromettre son état de santé ou l'application d'un traitement médical.

Article 25

En cas de transfert de résidence, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance est subordonné, sauf en cas d'urgence absolue, à la condition que l'institution d'affiliation en donne l'autorisation.

CHAPITRE 5

Allocations familiales

Article 26

1. Les allocations familiales dues en vertu de la législation néerlandaise à un travailleur marocain dont les enfants résident au Maroc sont payées directement à la personne qui a la charge de ces enfants au Maroc.

2. Les allocations familiales dues en vertu de la législation marocaine à un travailleur néerlandais dont les enfants résident aux Pays-Bas sont payées directement à la personne qui a la charge de ces enfants aux Pays-Bas.

3. Les modalités d'application du présent article seront fixées par un arrangement administratif.

CHAPITRE 6

Chômage

Article 27

Le travailleur salarié ou assimilé d'une des parties contractantes qui s'est rendu sur le territoire de l'autre partie a droit, aussi longtemps qu'il se trouve sur ledit territoire, aux prestations de chômage prévues par la législation de la seconde partie contractante, aux conditions suivantes:

- a) être admis au travail conformément aux dispositions de la législation concernant le placement des travailleurs étrangers;
- b) satisfaire aux conditions requises par la législation de la seconde partie contractante, compte tenu de la totalisation des périodes visées à l'article 4 de la présente Convention.

TITRE IV**Dispositions diverses****Article 28**

Les autorités compétentes:

1. prendront tous arrangements administratifs nécessaires à l'application de la présente Convention;
2. se communiqueront toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente Convention;
3. se communiqueront toutes informations concernant les modifications de leur législation susceptibles de modifier son application.

Article 29

1. Pour l'application de la présente Convention les autorités et les institutions chargées de l'exécution de la présente Convention se prêteront leurs bons offices et agiront comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation.

2. Les institutions et les autorités de chacune des parties contractantes peuvent aux fins de l'application de la présente Convention, communiquer directement les unes avec les autres, ainsi qu'avec les personnes intéressées ou leurs mandataires.

Article 30

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de droits de timbre, de greffe ou d'enregistrement, prévu par la législation de l'une des parties contractantes pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette partie, est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation de l'autre partie contractante ou de la présente Convention.

2. Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires et des droits de chancellerie.

Article 31

1. Les institutions correspondront, aux fins de l'application de la présente Convention, directement entre elles dans la langue française.

2. Les institutions et les autorités de l'une des parties contractantes ne peuvent rejeter les requêtes ou autres documents qui leur sont adressés du fait qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre partie contractante.

Article 32

Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être présentés aux fins de l'application de la législation de l'une des parties contractantes, dans un délai déterminé auprès d'une autorité, d'une institution ou d'un autre organisme de cette partie, sont recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité, d'une institution ou d'un autre organisme correspondant de l'autre partie contractante. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou l'organisme ainsi saisi transmet, sans retard, ces demandes, déclarations ou recours, après y avoir annoté la date de réception, à l'autorité, l'institution ou l'organisme compétent de la première partie soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des parties contractantes.

Article 33

1. Les institutions d'une partie contractante qui, en vertu de la présente Convention, sont débitrices de prestations en espèces au regard des bénéficiaires se trouvant sur le territoire de l'autre partie contractante s'en libèrent valablement dans la monnaie de la première partie; quand elles sont débitrices de sommes au regard d'institutions se trouvant sur le territoire de l'autre partie contractante, elles sont tenues de les liquider dans la monnaie de cette dernière partie.

2. Les transferts de sommes que comporte l'exécution de la présente Convention auront lieu conformément aux accords ou aux règles en cette matière en vigueur entre les deux parties contractantes au moment du transfert.

Article 34

1. Tout différend entre les parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention fera l'objet de négociations directes entre les autorités compétentes des parties contractantes.

2. Si le différend ne peut être ainsi résolu dans un délai de six mois à dater du début des négociations, il sera soumis à une commission arbitrale dont la composition et la procédure seront déterminées par un accord entre les gouvernements des parties contractantes. La commission arbitrale devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention. Ses décisions seront obligatoires et définitives.

TITRE V

Dispositions transitoires et finales

Article 35

1. La présente Convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2. Toute période d'assurance accomplie en vertu de la législation de l'une des parties contractantes avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination du droit aux prestations s'ouvrant conformément aux dispositions de la présente Convention.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe premier du présent article, une pension ou rente est due en vertu de la présente Convention, même si elle se rapporte à un événement antérieur à la date de son entrée en vigueur. A cet effet, toute pension ou rente qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire de l'autre partie contractante, sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

4. Quant aux droits résultant de l'application du paragraphe précédent, les dispositions prévues par les législations des parties contractantes en ce qui concerne la déchéance et la prescription des droits ne sont pas opposables aux intéressés, si la demande en est présentée dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Si la demande est présentée après l'expiration de ce délai le droit aux prestations qui n'est pas frappé de déchéance ou qui n'est pas prescrit est acquis à partir de la date de la demande à moins que les dispositions plus favorables de la législation d'une partie contractante ne soient applicables.

Article 36

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas la présente Convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

Article 37

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le mois au cours duquel les gouvernements des parties contractantes se seront communiqués que les procédures constitutionnelles pour l'entrée en vigueur de la Convention ont été accomplies dans leurs pays respectifs.

Article 38

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties contractantes. La dénonciation devra être notifiée au plus tard six mois avant la fin de l'année civile en cours; la Convention cessera alors d'être en vigueur à la fin de cette année.

Article 39

1. En cas de dénonciation de la présente Convention tout droit acquis en application de ses dispositions sera maintenu.

2. Les droits en cours d'acquisition relatifs aux périodes accomplies antérieurement à la date à laquelle la dénonciation a pris effet ne s'éteignent pas du fait de la dénonciation; leur maintien sera déterminé d'un commun accord pour la période postérieure ou, à défaut d'un tel accord, par la législation propre à l'institution intéressée.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Rabat, le 14 février 1972, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Royaume des Pays-Bas,

(s.) C. VREEDE

Cornelis Vreede
Ambassadeur du Royaume
des Pays-Bas

Pour le Royaume du Maroc,

(s.) ARSALANE EL JADIDI

Arsalane El Jadidi
Ministre du Travail, des
Affaires Sociales, de la
Jeunesse et des Sports

C. VERTALING**Algemeen Verdrag inzake sociale zekerheid tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Marokko**

Het Koninkrijk der Nederlanden
en
het Koninkrijk Marokko,

Geleid door de wens de betrekkingen tussen beide Staten op het gebied van de sociale zekerheid te regelen,

Zijn het volgende overeengekomen:

TITEL I**Algemene bepalingen****Artikel 1****1. Dit Verdrag is van toepassing:****a) in Nederland op de wettelijke regelingen betreffende:**

de ziekteverzekering (uitkeringen en verstrekkingen bij ziekte en moederschap);
de arbeidsongeschiktheidsverzekering (invaliditeitsverzekering);
de ouderdomsverzekering;
de weduwen- en wezenverzekering;
de werkloosheidsverzekering;
de kinderbijlagen;

b) in Marokko op:

de wettelijke regelingen betreffende de sociale zekerheid;
de wettelijke regelingen betreffende arbeidsongevallen en beroepsziekten;
de door de overheid goedgekeurde wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen, betreffende bijzondere stelsels van sociale zekerheid, voor zover deze van toepassing zijn op loontrekkenden of met hen gelijkgestelden en voor zover zij betrekking hebben op gebruikelijke risico's en uitkeringen welke in de wettelijke regelingen betreffende de sociale zekerheid geregeld worden.

2. Dit Verdrag is eveneens van toepassing op alle wetten of regelingen, waarbij de wettelijke regelingen, genoemd in het eerste lid van dit artikel, worden gewijzigd of aangevuld.

Het is evenwel slechts van toepassing:

- a) op wetten of regelingen welke betrekking hebben op een nieuwe tak van sociale zekerheid, indien daartoe een nadere overeenkomst tussen de Verdragsluitende Partijen wordt gesloten;
- b) op wetten of regelingen welke de werking van de bestaande regelingen uitbreiden tot nieuwe groepen van rechthebbenden, indien de Partij welke haar wettelijke regelingen wijzigt, daartegen niet binnen drie maanden na de officiële bekendmaking van bedoelde teksten bezwaar maakt bij de Regering van de andere Partij.

Artikel 2

1. De bepalingen van dit Verdrag zijn van toepassing op de werknemers of de met hen gelijkgestelden op wie de wettelijke regelingen van een der Verdragsluitende Partijen van toepassing zijn of geweest zijn en die onderdaan zijn van een van die Partijen, alsmede op hun gezinsleden en hun nagelaten betrekkingen.

2. De bepalingen van dit Verdrag zijn niet van toepassing op diplomatieke en consulaire beroepsambtenaren, noch op kanselarij-beambten.

3. De toepassing van dit Verdrag op zeelieden is afhankelijk van een daartoe te sluiten bijzondere overeenkomst.

Artikel 3

Tenzij in dit Verdrag anders wordt bepaald, zijn onderdanen van een der Verdragsluitende Partijen op wie dit Verdrag van toepassing is, onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van de andere Partij onderworpen aan de verplichtingen en gerechtigd tot de voordelen, voortvloeiende uit de wettelijke regelingen van die andere Partij.

Artikel 4

Wanneer een werknemer of een met hem gelijkgestelde achtereenvolgens of afwisselend aan de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen onderworpen is geweest, worden met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op uitkeringen, de tijdvakken van arbeid of van verzekering welke krachtens de wettelijke regelingen van elk der Verdragsluitende Partijen zijn vervuld, alsmede de daarmee gelijkgestelde tijdvakken voor zover zij niet samenvallen, samengeteld.

Artikel 5

1. De uitkeringen bij invaliditeit of ouderdom of de uitkeringen aan nagelaten betrekkingen, de renten bij arbeidsongevallen of beroepsziekten en de uitkeringen bij overlijden, verkregen op grond van de wettelijke regelingen van een der Verdragsluitende Partijen, kun-

nen op generlei wijze worden verminderd, gewijzigd, geschorst, ingetrokken of verbeurd verklaard op grond van het feit dat de recht-hebbende woont op het grondgebied van een andere Verdragsluitende Partij dan die op het grondgebied waarvan het orgaan dat de uitkering verschuldigd is, zich bevindt.

2. De in het eerste lid bedoelde sociale verzekeringsuitkeringen van een der Verdragsluitende Partijen worden aan onderdanen van de andere Verdragsluitende Partij die op het grondgebied van een derde Staat wonen, onder dezelfde voorwaarden en tot dezelfde omvang uitbetaald als aan onderdanen van eerstgenoemde Partij die op het grondgebied van die derde Staat wonen.

TITEL II

Bepalingen ter vaststelling van de toe te passen wettelijke regelingen

Artikel 6

1. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 7 tot en met 9, zijn op werknemers of met hen gelijkgestelden die werkzaam zijn op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen, de wettelijke regelingen van deze Partij van toepassing, zelfs indien zij op het grondgebied van de andere Partij wonen of indien het domicilie van hun werkgever of de zetel van de onderneming waarbij zij werkzaam zijn zich op het grondgebied van de andere Partij bevindt.

2. Op werknemers of met hen gelijkgestelden die werkzaam zijn aan boord van een schip of een luchtvaartuig en in dienst zijn van een onderneming welke op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij is gevestigd, is de wettelijke regeling van deze Partij van toepassing, zelfs indien zij gewoonlijk op het grondgebied van de andere Partij wonen.

Artikel 7

Op de in het vorige artikel neergelegde regels gelden de volgende uitzonderingen:

- a) op werknemers of met hen gelijkgestelden die in een ander land dan waarin zij wonen, zijn tewerkgesteld door een onderneming welke in het land van hun woonplaats een inrichting heeft waaraan zij normaal verbonden zijn, blijven de wettelijke regelingen van het land waar zij plegen te werken van toepassing, voor zover hun tewerkstelling op het grondgebied van het andere land niet langer dan twaalf maanden duurt; ingeval deze tewerkstelling, zo zij om onvoorziene redenen de aanvankelijk voorziene duur zou overschrijden, langer dan twaalf maanden duurt, kunnen met toestemming van de bevoegde autoriteit van het land waar de tijdelijke werkzaamheden worden ver-

richt, bij wijze van uitzondering, de wettelijke regelingen van het land waar zij plegen te werken voor een tweede tijdvak van ten hoogste twaalf maanden van toepassing blijven;

- b) op werknemers of met hen gelijkgestelden die als rijdend, varend of vliegend personeel bij het internationale vervoer werkzaam zijn in dienst van een onderneming welke op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen is gevestigd, zijn de wettelijke regelingen van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan de onderneming is gevestigd, van toepassing; indien zij evenwel werkzaam zijn bij een filiaal of een vaste vertegenwoordiging van die onderneming op het grondgebied van de andere Partij, zijn op hen de wettelijke regelingen van laatstbedoelde Partij van toepassing.

Artikel 8

1. Onverminderd het bepaalde in het tweede lid van artikel 2 is artikel 6 van toepassing op werknemers of met hen gelijkgestelden die bij de diplomatieke of consulaire vertegenwoordigingen der Verdragsluitende Partijen werkzaam zijn of in persoonlijke dienst van ambtenaren van deze vertegenwoordigingen zijn.

2. De in het eerste lid van dit artikel bedoelde werknemers die onderdaan zijn van de Verdragsluitende Partij welke door de desbetreffende diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging wordt vertegenwoordigd, mogen evenwel, binnen een termijn van zes maanden na de aanvang van hun werkzaamheden of de inwerkingtreding van dit Verdrag, kiezen voor toepassing van de wettelijke regelingen van de vertegenwoordigde Staat. De keuze heeft geen terugwerkende kracht en kan slechts eenmaal worden gedaan.

Artikel 9

De bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen kunnen voor bepaalde werknemers of groepen werknemers met betrekking tot de toepasselijke wettelijke regelingen in gemeen overleg uitzonderingen vaststellen op de artikelen 6 tot en met 8 van dit Verdrag.

TITEL III

Bijzondere bepalingen

HOOFDSTUK I

Ziekte en moederschap

Artikel 10

1. De werknemer of de met hem gelijkgestelde die tijdvakken van verzekering heeft vervuld krachtens de wettelijke regelingen van een

der Verdragsluitende Partijen en zich naar het grondgebied van de andere Partij begeeft, heeft voor zichzelf en voor zijn gezinsleden die zich op dat grondgebied bevinden, recht op de uitkeringen ingevolge de ziekte- en moederschapsverzekering, als voorzien in de wettelijke regelingen van laatstbedoelde Partij, voor zover hij aan de door de wettelijke regelingen van deze Partij gestelde voorwaarden voldoet, de in artikel 4 van dit Verdrag bedoelde samentelling van tijdvakken in aanmerking genomen.

2. Indien in het in het voorgaande lid bedoelde geval de werknemer of de met hem gelijkgestelde niet aan de in dat lid bedoelde voorwaarden voldoet en wanneer deze werknemer nog recht heeft op uitkeringen ingevolge de wettelijke regelingen van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan hij onmiddellijk daaraan voorafgaande verzekerd was, of hierop recht zou hebben indien hij zich op genoemd grondgebied bevond, ontvangt hij de uitkeringen in het land waarheen hij zich begeven heeft. Deze uitkeringen komen voor rekening van het orgaan van bovenbedoelde Partij overeenkomstig de wettelijke regelingen van deze Partij.

Artikel 11

1. Een werknemer of een met hem gelijkgestelde die bij een orgaan van een der Verdragsluitende Partijen aangesloten is en woonachtig is op het grondgebied van die Partij, heeft recht op uitkeringen gedurende een tijdelijk verblijf op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij, wanneer zijn gezondheidstoestand onmiddellijke geneeskundige hulp, met inbegrip van opname in een ziekenhuis, noodzakelijk maakt.

2. Deze bepaling geldt eveneens voor de gezinsleden van de werknemer die hem gedurende een zodanig verblijf vergezellen.

Artikel 12

Een werknemer of een met hem gelijkgestelde die, aangesloten bij een orgaan van een der Verdragsluitende Partijen, recht op uitkeringen heeft verkregen en woonachtig is op het grondgebied van bedoelde Partij, behoudt dat recht wanneer hij zijn woonplaats naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij overbrengt. Voor de overbrenging moet de werknemer echter de toestemming hebben ontvangen van het bevoegde orgaan, dat deze slechts kan weigeren op advies van een geneeskundige van dit orgaan, die heeft vastgesteld dat verplaatsing van de betrokkene nadelig is voor zijn gezondheidstoestand of voor het ondergaan van een geneeskundige behandeling.

Artikel 13

In de in de artikelen 11 en 12 bedoelde gevallen worden de uitkeringen overeenkomstig de wettelijke regelingen van het bevoegde land verleend.

Artikel 14

1. De krachtens de artikelen 11 en 12 van dit Verdrag verleende verstrekkingen worden vanwege de bevoegde organen vergoed.
2. De vergoedingen worden vastgesteld en vinden plaats overeenkomstig de in een administratief akkoord vast te stellen regelen.

Artikel 15

1. De gezinsleden van een werknemer of een met hem gelijkgestelde die is aangesloten bij een orgaan van een der Verdragsluitende Partijen, hebben, indien zij op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij woonachtig zijn, recht op verstrekkingen.
2. De ingang van het recht op genoemde verstrekkingen, de gezinsleden, alsmede de duur, de omvang en de wijze van het verlenen van verstrekkingen, het bedrag van de vergoeding en de wijze waarop deze zal geschieden, alsmede het tijdstip, met ingang waarvan dit artikel zal worden toegepast, worden in een administratief akkoord vastgesteld.

HOOFDSTUK 2

Invaliditeit

Artikel 16

1. De geldbedragen worden uitgekeerd overeenkomstig de wettelijke regelingen welke op het tijdstip waarop de arbeidsongeschiktheid met daaropvolgende invaliditeit is ontstaan, op de belanghebbende van toepassing waren en komen ten laste van het volgens deze wettelijke regelingen bevoegde orgaan.
2. Indien toepassing van het vorige lid tot gevolg heeft dat de uitkeringen krachtens de Marokkaanse wettelijke regelingen verschuldigd zijn, worden verzekeringstijdvakken welke voordien krachtens de Nederlandse wettelijke regelingen zijn vervuld, voor de vaststelling van het bedrag van de uitkeringen als Marokkaanse verzekeringstijdvakken beschouwd.

Artikel 17

Indien, rekening houdend met de samentelling van de verzekeringstijdvakken als bedoeld in artikel 4 van dit Verdrag, de belanghebbende niet voldoet aan de voorwaarden voor toekenning van een invaliditeitsuitkering ingevolge de wettelijke regelingen welke ten tijde van het intreden van de arbeidsongeschiktheid met daaropvolgende

invaliditeit op hem van toepassing waren, terwijl hij nog recht heeft op uitkeringen krachtens de wettelijke regelingen van de Verdragssluitende Partij op het grondgebied waarvan hij onmiddellijk daaraan voorafgaande verzekerd was, of hij daarop recht zou hebben indien hij zich op genoemd grondgebied bevond, ontvangt hij deze uitkeringen in het land waarheen hij zich heeft begeven. Deze uitkeringen komen ten laste van het orgaan van bovenbedoelde Partij, overeenkomstig de wettelijke regelingen van deze Partij.

Artikel 18

1. Indien de verzekerde na schorsing van het invaliditeitspensioen of de invaliditeitsuitkering zijn recht herkrijgt, hervat het orgaan dat het oorspronkelijk toegekende pensioen of de oorspronkelijk toegekende uitkering verschuldigd was, de uitbetaling wanneer de invaliditeit is toe te schrijven aan de ziekte welke geleid heeft tot toekenning van dit pensioen of die uitkering.

2. Indien de toestand van de verzekerde na intrekking van het invaliditeitspensioen of de invaliditeitsuitkering, de hernieuwde toekenning van een pensioen of een uitkering rechtvaardigt, wordt laatstgenoemd pensioen of laatstgenoemde uitkering overeenkomstig artikel 16 vastgesteld.

HOOFDSTUK 3

Ouderdom en overlijden

Artikel 19

De uitkeringen waarop een verzekerde die aan de wettelijke regelingen van beide Verdragssluitende Partijen onderworpen is geweest, krachtens de Marokkaanse wettelijke regelingen aanspraak kan maken, worden op de volgende wijze vastgesteld:

- a) het Marokkaanse orgaan bepaalt, overeenkomstig de eigen wettelijke regelingen, of de belanghebbende, de in artikel 4 van dit Verdrag bedoelde samentelling van tijdvakken in aanmerking genomen, voldoet aan de voorwaarden om aanspraak te kunnen maken op de in die wettelijke regelingen bedoelde uitkeringen;
- b) indien krachtens de vorige alinea recht op uitkering bestaat, berekent bedoeld orgaan eerst het bedrag van de uitkering, waarop de belanghebbende recht zou hebben, indien alle tijdvakken van verzekering, samengeteld op de in artikel 4 van dit Verdrag aangegeven wijze, uitsluitend krachtens de eigen wettelijke regelingen zouden zijn vervuld; op basis van genoemd bedrag stelt het orgaan het bedrag van de verschuldigde uitkering vast naar verhouding van de duur van de tijdvakken welke vóór de verzekerde gebeurtenis volgens bedoelde wettelijke regelingen zijn vervuld, tot de gezamenlijke duur van de

tijdvakken van verzekering of daarmee gelijkgestelde tijdvakken welke krachtens de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen zijn vervuld; dit bedrag vormt de uitkering welke door het Marokkaanse orgaan aan de belanghebbende verschuldigd is.

Artikel 20

De Nederlandse organen berekenen de ouderdomspensioenen rechtstreeks en uitsluitend op basis van de krachtens de eigen wettelijke regelingen vervulde tijdvakken van verzekering.

Artikel 21

1. Bij de berekening van het krachtens de Nederlandse wettelijke regelingen aan een verzekerde man verschuldigde ouderdomspensioen, worden de tijdvakken van het woonachtig zijn in Marokko welke vóór het bereiken van de 65-jarige leeftijd door diens echtgenote gedurende hun huwelijk zijn vervuld, als tijdvakken van verzekering beschouwd, voor zover zij samenvallen met door de verzekerde man volgens de Nederlandse wettelijke regelingen vervulde tijdvakken van verzekering.

2. De in het vorige lid bedoelde tijdvakken van woonachtig zijn kunnen niet in aanmerking worden genomen, indien zij samenvallen met door de echtgenote volgens de Marokkaanse wettelijke regelingen vervulde tijdvakken van verplichte verzekering welke recht geven op een ouderdomspensioen of indien zij samenvallen met tijdvakken gedurende welke zij een zodanig pensioen geniet.

Artikel 22

1. Wanneer een werknemer op wie dit Verdrag van toepassing is, op het tijdstip van zijn overlijden verzekerd is krachtens de Marokkaanse wettelijke regelingen, en tijdvakken van verzekering volgens de Nederlandse wettelijke regelingen inzake uitkeringen aan nagelaten betrekkingen heeft vervuld, kan zijn weduwe op een pensioen krachtens laatstgenoemde wettelijke regelingen aanspraak maken.

2. Het bedrag van het pensioen, bedoeld in het vorige lid, wordt berekend op basis van de verhouding welke bestaat tussen de werkelijke individuele verzekeringsduur van de overledene volgens de Nederlandse wettelijke regelingen inzake uitkeringen aan nagelaten betrekkingen en de voor dezelfde verzekerde maximaal mogelijke verzekeringsduur volgens deze wettelijke regelingen.

Artikel 23

Het weduwenpensioen wordt eventueel tussen de rechthebbenden verdeeld naar de omstandigheden bepaald door de persoonlijke rechtstoestand van de verzekerde. De wijze van toepassing van dit artikel zal in een administratief akkoord worden geregeld.

HOOFDSTUK 4

Arbeidsongevallen en beroepsziekten

Artikel 24

De werknemer die recht op verstrekkingen heeft verkregen moet, alvorens van woonplaats te veranderen, toestemming hebben van het orgaan dat die verstrekkingen verschuldigd is. Dit orgaan mag deze toestemming alleen weigeren, indien verandering van woonplaats van de betrokkene nadelig is voor zijn gezondheidstoestand of voor het ondergaan van een geneeskundige behandeling.

Artikel 25

Bij verandering van woonplaats worden prothesen, hulpmiddelen van grotere omvang en andere belangrijke verstrekkingen, behalve in onmiskenbare spoedgevallen, slechts verschafft als het orgaan waarbij de belanghebbende is aangesloten, daartoe machtiging heeft verleend.

HOOFDSTUK 5

Kinderbijslag

Artikel 26

1. De kinderbijslag welke krachtens de Nederlandse wettelijke regelingen verschuldigd is aan een Marokkaanse werknemer wiens kinderen in Marokko wonen, wordt rechtstreeks uitbetaald aan degene die in Marokko met de zorg voor deze kinderen is belast.
2. De kinderbijslag welke krachtens de Marokkaanse wettelijke regelingen verschuldigd is aan een Nederlandse werknemer wiens kinderen in Nederland wonen, wordt rechtstreeks uitbetaald aan degene die in Nederland met de zorg voor deze kinderen is belast.
3. De wijze van toepassing van dit artikel zal in een administratief akkoord geregeld worden.

HOOFDSTUK 6

Werkloosheid

Artikel 27

De werknemer of de met hem gelijkgestelde van een der Verdrag-sluitende Partijen die zich naar het grondgebied van de andere Partij heeft begeven, heeft, zolang hij zich op bedoeld grondgebied bevindt, recht op werkloosheidsuitkering ingevolge de wettelijke regelingen van laatstbedoelde Partij, onder de volgende voorwaarden:

- a) tewerkgesteld zijn overeenkomstig de wettelijke regelingen inzake de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

- b) voldoen aan de door de wettelijke regelingen van laatstbedoelde Partij gestelde voorwaarden, de in artikel 4 van dit Verdrag bedoelde samentelling van tijdvakken in aanmerking genomen.

TITEL IV

Diverse bepalingen

Artikel 28

De bevoegde autoriteiten:

1. treffen de administratieve regelingen welke voor de uitvoering van dit Verdrag nodig zijn;
2. verstrekken elkaar alle inlichtingen omtrent de ter uitvoering van dit Verdrag genomen maatregelen;
3. verstrekken elkaar alle inlichtingen omtrent de wijzigingen in hun wettelijke regelingen, waardoor de uitvoering van dit Verdrag kan worden gewijzigd.

Artikel 29

1. Bij de toepassing van dit Verdrag zijn de autoriteiten en de met de uitvoering van dit Verdrag belaste organen elkaar behulpzaam en handelen zij als betrof het de toepassing van hun eigen wettelijke regelingen.

2. Bij de toepassing van dit Verdrag kunnen de organen en de autoriteiten van elk der Verdragsluitende Partijen zich rechtstreeks met elkaar en met de belanghebbenden of hun gemachtigden in verbinding stellen.

Artikel 30

1. De vrijstelling of verlaging van rechten, zegelrechten, griffie- of registratierechten, waarin bij de wettelijke regelingen van een der Verdragsluitende Partijen is voorzien voor bescheiden of documenten welke ter uitvoering van de wettelijke regelingen van deze Partij moeten worden overgelegd, geldt eveneens voor overeenkomstige bescheiden en documenten welke ter uitvoering van de wettelijke regelingen van de andere Verdragsluitende Partij of van dit Verdrag dienen te worden overgelegd.

2. Alle akten, documenten en bescheiden van welke aard ook welke ter uitvoering van dit Verdrag moeten worden overgelegd, zijn vrijgesteld van legalisatie door diplomatieke of consulaire autoriteiten en van kanselarijrechten.

Artikel 31

1. Voor de toepassing van dit Verdrag voeren de organen rechtstreeks briefwisseling met elkaar in de Franse taal.

2. De organen en autoriteiten van een Verdragsluitende Partij mogen verzoekschriften of andere documenten welke hun toegezonden worden, niet afwijzen op grond van het feit dat deze in de officiële taal van de andere Verdragsluitende Partij zijn gesteld.

Artikel 32

Aanvragen, verklaringen of beroepschriften welke ter uitvoering van de wettelijke regelingen van een der Verdragsluitende Partijen binnen een bepaalde termijn moeten worden ingediend bij een autoriteit, orgaan of ander lichaam van deze Partij, zijn ontvankelijk indien zij binnen dezelfde termijn bij een overeenkomstige autoriteit, orgaan of ander lichaam van de andere Verdragsluitende Partij worden ingediend. In dat geval zal de autoriteit, het orgaan of het lichaam waarop aldus een beroep wordt gedaan deze aanvragen, verklaringen of beroepschriften, na daarop de datum van ontvangst te hebben vermeld, onverwijld doen toekomen aan de bevoegde autoriteit, het bevoegde orgaan of het bevoegde lichaam van eerstbedoelde Partij, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van de bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen.

Artikel 33

1. De organen van een Verdragsluitende Partij welke op grond van dit Verdrag uitkeringen verschuldigd zijn aan rechthebbenden die zich op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij bevinden, kunnen het verschuldigde rechtens voldoen in de valuta van eerstbedoelde Partij; wanneer zij gelden verschuldigd zijn aan organen welke zich op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij bevinden, moeten zij die gelden betalen in de valuta van deze Partij.

2. Overmaking van gelden, voortvloeiende uit de toepassing van dit Verdrag, heeft plaats krachtens de overeenkomsten en regelen welke terzake op het tijdstip van overmaking tussen beide Verdragsluitende Partijen van kracht zijn.

Artikel 34

1. Over elk geschil tussen de Verdragsluitende Partijen met betrekking tot de uitlegging of toepassing van dit Verdrag, zal rechtstreeks tussen de bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen worden onderhandeld.

2. Indien het geschil op deze wijze niet binnen zes maanden na de aanvang van de onderhandelingen kan worden opgelost, wordt het voorgelegd aan een scheidsrechterlijke commissie, waarvan de samenstelling en de procedure in een overeenkomst tussen de regeringen van de Verdragsluitende Partijen worden vastgelegd.

De scheidsrechterlijke commissie moet het geschil volgens de grondbeginselen en in de geest van dit Verdrag beslechten. Haar beslissingen zijn bindend en niet vatbaar voor beroep.

TITEL V

Overgangs- en slotbepalingen

Artikel 35

1. Aan dit Verdrag kan geen enkel recht op betaling van uitkeringen worden ontleend voor een tijdvak dat aan zijn inwerking-treding voorafgaat.

2. Voor het vaststellen van het recht op uitkeringen overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag wordt elk tijdvak van verzekering, vóór de datum van inwerking-treding van dit Verdrag krachtens de wettelijke regelingen van een der Verdragsluitende Partijen vervuld, in aanmerking genomen.

3. Onverminderd het bepaalde in het eerste lid van dit artikel is krachtens dit Verdrag een pensioen of rente verschuldigd, zelfs indien dat pensioen of die rente betrekking heeft op een gebeurtenis vóór de datum van inwerking-treding van dit Verdrag. Te dien einde wordt elk pensioen of elke rente welke niet is uitbetaald of waarvan de betaling is geschorst in verband met de nationaliteit van de belanghebbende, dan wel in verband met het feit dat hij zijn woonplaats heeft op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij, op verzoek van de belanghebbende uitbetaald of hervat met ingang van de datum van inwerking-treding van dit Verdrag.

4. Ten aanzien van de uit de toepassing van het vorige lid voortvloeiende rechten zijn de bepalingen van de wettelijke regelingen der Verdragsluitende Partijen met betrekking tot het verlies en de verjaring van rechten niet op de belanghebbende van toepassing, indien het desbetreffende verzoek binnen een termijn van twee jaar na de datum van inwerking-treding van dit Verdrag wordt ingediend. Indien het verzoek na afloop van deze termijn wordt ingediend, wordt het recht op uitkering dat niet vervallen verklaard of verjaard is, verworven met ingang van de datum waarop het verzoek is ingediend, tenzij gunstiger bepalingen van de wettelijke regelingen van een Verdragsluitende Partij van toepassing zijn.

Artikel 36

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is dit Verdrag alleen van toepassing op het Rijk in Europa.

Artikel 37

Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op die waarin de Regeringen van beide Verdragssluitende Partijen elkaar hebben medegedeeld dat de grondwettelijke procedures voor de inwerkingtreding van het Verdrag in hun onderscheiden landen zijn vervuld.

Artikel 38

Dit Verdrag wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Het kan door elk van de Verdragssluitende Partijen worden opgezegd. Opzegging dient te geschieden uiterlijk zes maanden vóór het einde van het lopende kalenderjaar; het Verdrag houdt alsdan op van kracht te zijn aan het einde van dat jaar.

Artikel 39

1. Bij opzegging van dit Verdrag wordt elk recht dat met toepassing van dit Verdrag is verkregen, gehandhaafd.

2. Aanspraken op grond van tijdvakken, vervuld vóór de datum, waarop de opzegging van kracht is geworden, worden niet door de opzegging teniet gedaan; het behoud ervan zal voor het tijdvak na de opzegging in onderlinge overeenstemming worden vastgesteld of bij gebreke daarvan door de eigen wettelijke regelingen van het betrokken orgaan.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te Rabat, de 14e februari 1972, in de Franse taal.

*Voor het Koninkrijk der
Nederlanden,*

(w.g.) C. VREEDE
Cornelis Vreede
Ambassadeur van het
Koninkrijk der Nederlanden

Voor het Koninkrijk Marokko,

(w.g.) ARSALANE EL JADIDI
Arsalane El Jadidi
Minister van Arbeid,
van Sociale Zaken,
van de Jeugd en van Sport

D. GOEDKEURING

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 37 in werking treden op de eerste dag van de tweede maand volgende op die, waarin de beide Verdragsluitende Partijen elkaar hebben medegedeeld dat de grondwettelijke procedures voor de inwerkingtreding van het Verdrag in hun onderscheiden landen zijn vervuld.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal het Verdrag ingevolge artikel 36 alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Onder de in artikel 1, eerste lid, letter *a*, genoemde Nederlandse wettelijke regelingen:

- 1) inzake de ziekteverzekering worden verstaan de Ziektewet van 5 juni 1913 (laatstelijk *Stb.* 1967, 473), de Ziekenfondswet van 15 oktober 1964 (*Stb.* 1964, 392) en haar uitvoeringsbesluiten, zoals gewijzigd, en de Algemene Wet Bijzondere Ziektekosten van 14 december 1967 (laatstelijk *Stb.* 1967, 655);
- 2) inzake de arbeidsongeschiktheidsverzekering wordt verstaan de Wet op de Arbeidsongeschiktheidsverzekering van 18 februari 1966, laatstelijk *Stb.* 1967, 439, zoals gewijzigd;
- 3) inzake de ouderdomsverzekering wordt verstaan de Algemene Ouderdomswet van 31 mei 1956, *Stb.* 281, zoals gewijzigd;
- 4) inzake de weduwen- en wezenverzekering wordt verstaan de Algemene Weduwen- en Wezenwet van 9 april 1959, *Stb.* 139, zoals gewijzigd;
- 5) inzake de werkloosheidsverzekering wordt verstaan de Werkloosheidswet van 9 september 1949, laatstelijk *Stb.* 1967, 421, zoals gewijzigd;
- 6) inzake de kinderbijslagen worden verstaan de Algemene Kinderbijslagwet van 26 april 1962, laatstelijk *Stb.* 1968, 24, zoals gewijzigd, en de Kinderbijslagwet voor Loontrekkenden van 23 december 1939, laatstelijk *Stb.* 1967, 482, zoals gewijzigd.

Uitgegeven de vijftiende maart 1972.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

W. K. N. SCHMELZER.